

COMITÉ DE LANZAROTE

Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe
sur la protection des enfants contre l'exploitation et les
abus sexuels (T-ES)

.....

Rapport

4^e réunion

Strasbourg, 21-22 mars 2013

Préparé par le Secrétariat du Comité de Lanzarote

1. Le Comité des Parties (ci-après dénommé « le Comité de Lanzarote » ou « le Comité ») à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (ci-après dénommée « la Convention de Lanzarote » ou « la Convention ») a tenu sa 4^e réunion à Strasbourg les 21 et 22 mars 2013. L'ordre du jour de la réunion, tel qu'adopté, figure à l'annexe I. La liste des participants figure à l'annexe II.

Ouverture de la réunion et communication d'informations actualisées sur l'état des ratifications de la Convention de Lanzarote

2. M. RUELLE, président du Comité, ouvre la réunion. Il souhaite plus particulièrement la bienvenue aux trois nouveaux membres du Comité, à savoir la Belgique, la Bosnie-Herzégovine et l'Italie. En outre, il se félicite de la signature de la Convention de Lanzarote par la Lettonie.

3. Le Comité prend note des avancées dans les procédures de ratification de la Convention par le Liechtenstein et la Suisse.

4. Toute nouvelle signature/ratification de la Convention de Lanzarote est régulièrement publiée sur le site web de la Convention (www.coe.int/lanzarote).

5. Mme SCAPPUCCI, secrétaire du Comité de Lanzarote, attire l'attention du Comité sur un message adressé par le Conseil consultatif pour la jeunesse à la 4^e réunion du Comité. Le Conseil consultatif pour la jeunesse a notamment manifesté son intérêt pour les futurs travaux de suivi du Comité de Lanzarote, ainsi que son soutien à la campagne UN sur CINQ contre la violence sexuelle à l'égard des enfants. Le texte intégral du message (uniquement disponible en anglais) figure en annexe III au présent rapport.

Elections

6. Conformément à la décision prise à sa 3^e réunion, les membres du Comité procèdent à l'élection de leur président et du Bureau. Les résultats des élections sont les suivants :

- M. Eric RUELLE (FRANCE) est élu pour un deuxième mandat à la présidence du Comité, avec 17 voix pour, 1 vote pour la représentante de la Moldova et 2 bulletins nuls ;
- M. Bragi GUÐBRANDSSON (ISLANDE) est élu vice-président du Comité par acclamation ;
- Mme Lorna MUSCAT (MALTE) et M. Claude JANIZZI (LUXEMBOURG) sont élus membres du Bureau du Comité par acclamation.

7. Il est rappelé que le mandat de M. Ruelle court jusqu'au mois de mars 2014 et qu'il ne pourra plus être renouvelé. Les mandats des autres membres du Bureau courent également jusqu'en mars 2014. Etant donné qu'il s'agit de premiers mandats, ils pourront être renouvelés pour une année.

Partage d'informations

8. Le 20 mars 2013, M. Ruelle a participé au groupe de discussion « **ELSA pour les enfants** » (l'Association européenne des étudiants en droit) pour partager les résultats d'une étude universitaire comparative sur l'application, au niveau national, des instruments européens et internationaux de protection des enfants contre la violence et les abus sexuels dans 23 pays européens.¹

¹ Le rapport d'ELSA dans sa version intégrale est consultable à l'adresse : <http://www.coe.int/t/dg3/children/News/ELSA%20FINAL%20REPORT.pdf>

9. M. Ruelle indique au Comité qu'il est intervenu dans le groupe de discussion pour présenter les fonctions du Comité en matière de suivi et de renforcement des compétences, et pour remercier l'ELSA de la préparation de l'étude universitaire très approfondie mentionnée précédemment. Il souligne que cette étude, entre autres sources d'information, constituera une base très solide pour les travaux du Comité.

10. Mme Scappucci informe le Comité des autres interventions faites dans le cadre du groupe de discussion au nom de la Commission européenne, de l'Observatoire international de justice juvénile et de Missing Children Europe. Cette dernière intervention est présentée au Comité en détail (voir ci-dessous). Mme Scappucci indique que tous les intervenants du groupe de discussion « ELSA pour les enfants » ont souligné l'importance de ratifier et d'appliquer la Convention de Lanzarote, qui est une norme fondamentale concernant la protection des enfants contre la violence sexuelle et sa prévention. Tous les intervenants ont également insisté sur l'absolue nécessité de poursuivre une étroite coopération avec l'UE dans ce domaine.

11. A la demande du Comité, M. HERBERT, Secrétaire général de Missing Children Europe (MCE), fournit de plus amples détails sur sa présentation de **l'enquête menée par MCE sur la transposition de la Directive UE 2011/93** dans 11 pays de l'UE. Il indique que l'étude est axée notamment sur les problèmes rencontrés pour transposer la Directive dans les sept domaines ci-après :

- le fait d'accéder, en connaissance de cause et par le biais des technologies de l'information et de la communication, à de la pédopornographie (article 5 (1) et (3) & paragraphe 18) ;
- le fait, pour un adulte, de proposer au moyen des technologies de l'information et de la communication, une rencontre à un enfant à des fins sexuelles (« grooming »), (article 6 & paragraphe 19) ;
- le fait d'empêcher une personne d'exercer des activités professionnelles suite à sa condamnation, à l'examen et à la transmission d'informations portées au casier judiciaire (article 10 & paragraphes 40-42) ;
- identification des victimes (article 15(4)) ;
- compétence (extraterritoriale) (article 17 & paragraphe 29) ;
- mesures d'assistance, de soutien et de protection pour les enfants victimes (articles 18, 19, 20 & paragraphes 30, 31,32) ;
- mesures contre les sites internet contenant ou diffusant de la pédopornographie (article 25 & paragraphes 46 & 47) - mesures de suppression et de fermeture.

12. Toutes les présentations faites dans le cadre du groupe de discussion « ELSA pour les enfants » sont consultables en cliquant sur :

http://www.coe.int/t/dg3/children/news/elsapanel_FR.asp

13. Mme SCHREMPP, coordinatrice de projet pour l'ECPAT Allemagne, annonce au Comité que la **deuxième édition des rapports préparés par l'ECPAT²** est prête pour 43 pays sur les 75 couverts par la 1^{ère} édition des rapports à l'échelle globale.

14. Mme RURKA, représentante de la conférence des OING, indique au Comité que la Commission des droits de l'homme de la Conférence des OING a constitué un groupe de travail sur la Convention de Lanzarote. Le groupe a tenu une 1^{ère} réunion, et le rapport de sa réunion est disponible en français à la demande de toute personne intéressée.

² La deuxième édition des rapports d'ECPAT est disponible en cliquant sur :
http://www.ecpat.net/EI/index_A4A.asp

- **Echange de vues sur le document de synthèse « La protection des enfants contre la violence sexuelle : les normes de droit pénal des Conventions de Budapest et de Lanzarote »**

15. M. SEGER, chef de la Division sur la cybercriminalité, présente le document de synthèse³ préparé par sa Division dans le contexte du Projet global sur la cybercriminalité, qui est un projet d'assistance technique aux Etats destiné au renforcement de leurs capacités et au développement d'une législation globale harmonisée afin de protéger les enfants contre la violence sexuelle. Il souligne en outre que, par la suite, le projet sera axé sur les Etats non membres du Conseil de l'Europe.

16. Plusieurs membres du Comité soulignent qu'une partie des informations figurant dans le document de synthèse au sujet de leur pays est obsolète et, qu'en conséquence, ils communiqueront au secrétariat des informations actualisées.

17. Le Comité prend note du document de synthèse, estimant qu'entre autres sources d'information, il constitue une excellente base pour ses travaux.

Suivi de la Convention

- **Examen du projet de questionnaire pour permettre au Comité de Lanzarote de faire le point sur la situation dans les Etats Parties**

18. Le Comité de Lanzarote procède à une seconde lecture du projet de questionnaire tel que révisé par le secrétariat du Comité de Lanzarote à la lumière des indications apportées lors de la troisième réunion du Comité.

19. Sur la base des commentaires et des amendements suggérés, une troisième version du questionnaire « Aperçu général » a été présentée au Comité le 22 mars et adoptée par le Comité telle qu'elle figure dans le document T-ES(2013)02.

20. Le Comité décide qu'il adoptera formellement ce questionnaire lorsque le questionnaire thématique aura également été finalisé, étant donné que certains ajustements sont encore nécessaires pour parvenir à un bon équilibre entre les deux documents.

- **Examen du projet de questionnaire pour le premier cycle de suivi thématique sur « Les abus sexuels commis sur des enfants dans le cercle de confiance »**

21. Le Comité de Lanzarote procède à une deuxième lecture du projet de questionnaire pour le premier cycle de suivi de la mise en œuvre de la Convention par rapport au thème « Les abus sexuels commis sur des enfants dans le cercle de confiance » et demande au secrétariat de préparer une version révisée de ce projet pour examen et adoption éventuelle à sa prochaine réunion.

22. Le Comité convient de retenir la suggestion de Missing Children Europe d'envoyer aux Parties à la Convention de Lanzarote, outre les questionnaires, un résumé de la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme et du Comité européen des droits sociaux sur le droit des enfants d'être protégés de la violence sexuelle.

³ Le document « La protection des enfants contre la violence sexuelle : les normes de droit pénal des Conventions de Budapest et de Lanzarote » est disponible (en anglais uniquement) en cliquant sur : http://www.coe.int/t/DGHL/cooperation/economiccrime/cybercrime/Documents/Reports-Presentations/2571_Child_benchmark_study_V32_pub_4_Dec12.pdf

Activités de renforcement des capacités

• Débriefing de la Conférence de Rome des 29 et 30 novembre 2012

23. Le Comité décide de procéder au débriefing de la conférence tenue à Rome « Combattre la violence sexuelle à l'encontre des enfants : le rôle de la coopération internationale » lors de sa prochaine réunion étant donné l'absence du représentant de l'Italie lors de la présente réunion.

• Communication d'informations actualisées sur les initiatives de la Campagne UN sur CINQ du Conseil de l'Europe

24. La responsable du programme « Construire une Europe pour et avec les enfants », Mme JENSDÓTTIR, communique brièvement au Comité de Lanzarote des informations actualisées sur les progrès de la Campagne UN sur CINQ dont les derniers développements sont consultables sur le site : www.coe.int/oneinfive

25. Elle attire notamment l'attention du Comité sur le fait que la chanson de la campagne « STOP THE SILENCE », de Mme KOVAČ, a été traduite en français et en italien et est donc à présent disponible en quatre langues (serbe, anglais, français, italien). Elle précise qu'il est aussi prévu de produire une vidéo pour la chanson.

26. Mme Jensdóttir signale de plus au Comité qu'une réunion se tiendra à Strasbourg en mai 2013 avec des représentants de bureaux extérieurs du Conseil de l'Europe et de l'Unicef dans les pays où les autorités nationales ou des ONG ont manifesté un vif intérêt pour le lancement de la campagne UN sur CINQ. L'objectif de cette réunion est d'échanger des idées sur les modalités concrètes du lancement de la campagne et sur le renforcement des capacités, afin de sensibiliser à la Convention de Lanzarote.

27. Mme HUNTING, co-secrétaire de la Commission des questions d'actualité du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, attire l'attention du Comité de Lanzarote sur la nouvelle page web du Congrès consacrée à son Pacte des villes et régions pour mettre fin à la violence sexuelle à l'égard des enfants : <http://www.congress-pact1in5.eu/fr/>

Elle détaille les quelques étapes nécessaires à l'enregistrement de bonnes pratiques sur cette page et invite le Comité de Lanzarote à faire connaître cette page et à encourager les collectivités locales et régionales à l'utiliser, de telle sorte qu'elle devienne une base de données précieuses des bonnes pratiques destinées à stopper la violence sexuelle à l'encontre des enfants.

28. Mme LAMBRECHT, secrétaire à la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, informe le Comité de Lanzarote que le réseau des parlementaires de référence a tenu trois réunions depuis la 4^e réunion du Comité de Lanzarote. Ces réunions ont été consacrées aux thèmes ci-après :

- « L'abus sexuel sur les enfants dans le cercle de confiance » (Moscou, 20 novembre 2012) ;
- « Les abus sexuels sur les enfants handicapés mentaux » (Strasbourg, 22 janvier 2013) ;
- « Stratégies nationales pour combattre la violence sexuelle sur les enfants » (Berlin, 14 mars 2013).

29. Elle indique que les prochaines réunions du réseau aborderont les thèmes ci-après :

- « Abus sexuels commis sur des enfants par d'autres enfants » ;
- « Les abus sexuels commis sur les enfants dans le sport ».

30. Mme Lambrecht souligne que la liste complète des réunions et des thèmes à l'étude sont consultables sur : http://www.coe.int/t/dg3/children/1in5/pace/meetings_FR.asp Elle attire également l'attention du Comité sur le fait que le procès-verbal de la réunion du réseau est accessible. Par conséquent, les membres intéressés du Comité qui désirent le recevoir ne doivent pas hésiter à se mettre en contact avec le secrétariat (lanzarote.committee@coe.int).

• **Invitation à proposer des thèmes pour la deuxième édition de la publication du Conseil de l'Europe « La protection des enfants contre la violence sexuelle »**

31. Mme Jensdóttir informe le Comité du projet de publier une deuxième édition de la publication très bien accueillie du Conseil de l'Europe « La protection des enfants contre la violence sexuelle ». Elle invite donc le Comité à faire des suggestions de thèmes à traiter dans la nouvelle édition.

32. Suivent les premières suggestions faites lors de la réunion:

- les services de traitement pour les enfants victimes d'abus sexuels ;
- les questions liées aux jeunes délinquants sexuels ;
- les systèmes d'évaluation des risques et de la gestion des délinquants sexuels (et notamment, le suivi des délinquants sexuels à haut risque) ;
- les comportements en ligne en rapport avec les abus sexuels des enfants ;
- les questions liées à l'interdiction d'exercer professionnellement ;
- les résultats de recherches montrant que le profil des victimes évolue (davantage de garçons) ;
- l'impact dans le droit interne et la pratique des Etats des Lignes directrices du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants et sur les soins de santé adaptés aux enfants, ainsi que l'impact de la Recommandation CM/Rec(2011)12 sur les droits de l'enfant et les services sociaux adaptés aux enfants et aux familles ;
- le rôle de la parentalité positive dans la prévention des abus sexuels et la protection effective des enfants, avec une attention accordée en priorité aux enfants particulièrement à risque, notamment en temps de crise.

33. Le président invite le Comité à réfléchir encore sur d'autres thèmes possibles avant de prendre une décision. Toute autre suggestion de thème/d'auteur doit être transmise au secrétariat du Comité de Lanzarote (lanzarote.committee@coe.int). Pour en faciliter la consultation, le sommaire de la première édition de la publication figure à l'annexe IV.

• **Information sur d'éventuelles prochaines activités**

34. Mme Jensdóttir informe le Comité que le Conseil de l'Europe participera à la 13^e conférence régionale de la Société internationale pour la prévention de la maltraitance des enfants (ISPCAN), qui se tiendra à Dublin du 15 au 18 septembre 2013. La délégation du Conseil de l'Europe devrait être composée d'un membre du Comité de Lanzarote, d'un représentant d'un Etat membre ayant mené une campagne et d'agents de la Division des droits des enfants.

35. Le Comité donne son accord pour que son vice-président, M. Guðbrandsson, participe à la conférence en son nom. Tout autre membre du Comité disponible et désireux de représenter le Comité lors d'autres événements similaires est invité à manifester son intérêt auprès du secrétariat (lanzarote.committee@coe.int).

36. Référence est également faite à la suggestion contenue dans la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant de mettre en place une Journée européenne de lutte contre la violence sexuelle à l'encontre des enfants. Le président du Comité recommande que cette suggestion soit examinée avec les autorités nationales. Le Comité convient

d'inclure un échange de vues sur les pour et les contre de l'introduction d'une telle Journée lors de sa prochaine réunion.

Date de la prochaine réunion

37. Le Comité convient de se réunir avant l'été pour mettre la dernière main au questionnaire thématique et décider des actions concrètes à entreprendre à partir du moment où les questionnaires auront été envoyés aux Parties à la Convention. A cet égard, il invite le secrétariat à préparer un document présentant les différentes options de suivi.

38. Le Comité note que sa prochaine réunion destinée à traiter les thèmes susmentionnés (voir para. 36) se tiendra du **15 au 16 mai 2013**.

Annexe I : Ordre du jour

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour
2. Elections
3. Partage d'informations
 - Débriefing du groupe de discussion « ELSA pour les enfants » ;
 - Présentation de l'enquête menée par « Missing Children Europe » sur la transposition de la Directive UE 2011/93 dans 11 pays de l'UE ;
 - Présentation de la deuxième édition des rapports préparés par l'ECPAT ;
 - Echange de vues sur le document de synthèse « La protection des enfants contre la violence sexuelle : les normes de droit pénal des Conventions de Budapest et de Lanzarote ».
4. Suivi de la Convention
 - Examen du projet de questionnaire pour permettre au Comité de Lanzarote de faire le point sur la situation dans les Etats Parties ;
 - Examen du projet de questionnaire pour le premier cycle de suivi thématique sur « Les abus sexuels commis sur des enfants dans le cercle de confiance ».
5. Activités de renforcement des capacités
 - Débriefing de la Conférence de Rome des 29 et 30 novembre 2012 (ajourné) ;
 - Communication d'informations actualisées sur les initiatives de la Campagne UN sur CINQ du Conseil de l'Europe ;
 - Invitation à proposer des thèmes pour la deuxième édition de la publication du Conseil de l'Europe « La protection des enfants contre la violence sexuelle » ;
 - Information sur d'éventuelles prochaines activités.
6. Date et lieu de la prochaine réunion

Annexe II : Liste des participants

STATE PARTIES / ETATS PARTIES

ALBANIA / ALBANIE

Ms Miranda PASHAJ
Director
National Agency for the Protection of Children Rights

Apologised / Excusée

Ms Elisa DIZDARI
Expert
National Agency for the Protection of Children Rights

AUSTRIA / AUTRICHE

Ms Martina KLEIN
Judge and Legal Advisor
Directorate General for Criminal Law
Federal Ministry of Justice

BELGIUM / BELGIQUE

Ms Vicky DE SOUTER
Attachée Juriste
Direction générale de la Législation et des Droits et Libertés Fondamentales

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Ms Tijana BOROVIČANIN-MARIĆ
Ministry for Human Rights and Refugees

BULGARIA / BULGARIE

**No nomination / Pas de nomination

CROATIA / CROATIE

Ms Sanja NOLA
Assistant Minister
Directorate of Criminal Law and Probation
Ministry of Justice

Apologised / Excusée

Ms Anamarija PAVIČIĆ
Directorate of Criminal Law and Probation
Ministry of Justice

DENMARK / DANEMARK

Mr Ketilbjørn HERTZ
Legal Adviser, Deputy Head of the Criminal Law Division
Ministry of Justice

FINLAND / FINLANDE

Mr Jaakko HALTTUNEN
Counsellor
Legal Service
Unit for Human Rights Courts and Conventions
Ministry for Foreign Affairs

FRANCE

M. Eric RUELLE
Magistrat, Premier vice-président
Tribunal de grande instance de Meaux

Chairperson / Président

GREECE / GRÈCE

Mr George NIKOLAIDIS
Director
Department of Mental Health and Social Welfare
Centre for the Study and Prevention of Child Abuse and Neglect

ICELAND / ISLANDE

Mr Bragi GUÐBRANDSSON
General Director
Government Agency for Child Protection

ITALY / ITALIE

Ms Patrizia DE ROSE
Head of the Department for Equal Opportunities
Presidency of the Council of Ministers

Apologised / Excusée

Mr Michele PALMA
Director General of the International Affairs and Social Intervention Office
Department for Equal Opportunities
Presidency of the Council of Ministers

Apologised / Excusé

LUXEMBOURG

M. Claude JANIZZI
Conseiller de Direction Première Classe
Ministère de la Famille et de l'Intégration

MALTA / MALTE

Ms Lorna MUSCAT
Head of Office
Office of the Commissioner for Children

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Ms Tatiana ȚURCAN
Expert
International Cooperation and European Integration Division
Ministry of Interior

Apologised / Excusée

Mr Eugeniu MORARU
Head of Center for Combating Cyber Crimes

MONTENEGRO

Ms Svetlana SOVILJ
Senior adviser for Children Protection
Ministry of Labour and Social Welfare

Ms Nevenka STANKOVIĆ
Ombudsperson for Children
Ombudsman Office for Children

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Erik PLANKEN
Policy Advisor
Law Enforcement Department
Ministry of Security and Justice

PORTUGAL

Ms Cláudia MADURO REDINHA
Legal Adviser
Directorate-General for Justice Policy
Ministry of Justice

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Alina ION
Legal Adviser
Department for Drafting Legislation
Ministry of Justice

SAN MARINO / SAINT-MARIN

Mme Maria Domenica MICHELOTTI
Département pour l'Egalité des chances

SERBIA / SERBIE

Mr Stevan POPOVIC
Independent Adviser
Ministry of Labour, Employment and Social Policy

SPAIN / ESPAGNE

Ms Almudena DARIAS DE LAS HERAS
Deputy Secretary General
Justice Matters with EU and International Organisations
Ministry of Justice

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / « L'EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE »

**No nomination / Pas de nomination

TURKEY / TURQUIE

Ms Selnur ÇAKMAK
Judge
International Law and External Relations General Directorate
Ministry of Justice

UKRAINE

Ms Svitlana ILCHUK
Deputy Director
Department of Family and Children
Ministry of Social Policy

**OTHER MEMBER STATES OF THE COUNCIL OF EUROPE /
AUTRES ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE****ANDORRA / ANDORRE**

Mr Joan FORNER ROVIRA
Senior Legal Adviser
Department of General and Legal Affairs
Ministry of Foreign Affairs

ARMENIA / ARMÉNIE

**No nomination / Pas de nomination

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Ms Jeyran RAHMATULLAYEVA
Head of the Department of the Regional (Children & Family Support) Centres
State Committee on Family, Women and Children Affairs

CYPRUS / CHYPRE

Ms Hara TAPANIDOU
Head of Department for Family and Child Affairs
Social Services
Ministry of Labour and Social Affairs

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

**No nomination / Pas de nomination

ESTONIA / ESTONIE

Ms Ann LIND

Department of Children and Families

Ministry of Social Affairs

GEORGIA / GÉORGIE

**No nomination / Pas de nomination

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Silvio MEILE

Legal advisor

Federal Ministry of Justice

Apologised / Excusé

HUNGARY / HONGRIE

**No nomination / Pas de nomination

IRELAND / IRLANDE

**No nomination / Pas de nomination

LATVIA / LETTONIE

Ms Katrīna VEISMANE

Legal Adviser

European Affairs Department

Ministry of Justice

LIECHTENSTEIN

Ms Marion MALIN

Diplomatic Officer, Second Secretary

Office for Foreign Affairs

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Asta ŠIDLAUSKIENĖ

Senior Specialist

Ministry of Social Security and Labour

MONACO

M. Gabriel REVEL

Représentation permanente de Monaco auprès du Conseil de l'Europe

NORWAY / NORVÈGE

**No nomination / Pas de nomination

POLAND / POLOGNE

Ms Alicja KLAMCZYŃSKA

Chief Specialist

Criminal Law Department

Ministry of Justice

Apologised / Excusée

Mr Kuba SĘKOWSKI

Main Expert

European Criminal Law Unit

Criminal Law Department

Ministry of Justice

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

**No nomination / Pas de nomination

Mr Alexey MURATOV
Deputy to the Permanent Representative
Permanent Representation of the Russian Federation to the Council of Europe

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

**No nomination / Pas de nomination

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Mrs Jadranka VOUK-ŽELEZNIK
Counsellor
Ministry of Labour, Family and Social Affairs

Apologised / Excusée

SWEDEN / SUÈDE

**No nomination / Pas de nomination

SWITZERLAND / SUISSE

Ms Anita MARFURT
Legal Advisor
Department for International Criminal Law
Federal Office of Justice

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

**No nomination / Pas de nomination

* * * * *

**OBSERVERS WITH THE COUNCIL OF EUROPE /
OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

EUROPEAN UNION / UNION EUROPÉENNE

**No nomination / Pas de nomination

HOLY SEE / SAINT-SIÈGE

**No nomination / Pas de nomination

UNITED STATES OF AMERICA / ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

**No nomination / Pas de nomination

CANADA

**No nomination / Pas de nomination

JAPAN / JAPON

**No nomination / Pas de nomination

MEXICO / MEXIQUE

M. Alejandro MARTÍNEZ PERALTA
Chargé d'affaires a. i.
Mission permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

* * * * *

**STATE HAVING REQUESTED ACCESSION TO THE CONVENTION /
ETAT AYANT DEMANDE D'ADHERER A LA CONVENTION**

MOROCCO / MAROC

Mme Zhour HERR
Conseillère de Madame la Ministre
Ministère de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social
Présidente du Comité scientifique chargé d'étudier les propositions concernant la création du conseil consultatif de la famille et de l'enfance

M. Mohammed AIT AAZIZI
Directeur de la Coopération et des Affaires Générales
Chargé de la Famille, de l'Enfance et des Personnes Agées

* * * * *

**INTERNATIONAL AND NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS /
ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET NON-GOUVERNEMENTALES**

UNICEF

Ms Martha SANTOS
Programme Manager, CEE/CIS Regional Office
United Nations Children's Fund (UNICEF)
Geneva

Apologised / Excusée

UNHCR

Mr Samuel BOUTRUCHE ZAREVAC
Legal Associate
UNHCR Representation to the European Institutions in Strasbourg

Ms Manon RICHARD
UNHCR Representation to the European Institutions in Strasbourg

ECPAT INTERNATIONAL

Ms Jana SCHREMPP
Project Coordinator
ECPAT Germany

Ms Samira HELBIG
ECPAT Germany

Ms Katlijn DECLERCQ
Western Europe Regional Representative
ECPAT Belgium

Apologised / Excusée

TERRE DES HOMMES INTERNATIONAL FEDERATION

Ms Eylah KADJAR-HAMOUDA
Head of International Secretariat

SAVE THE CHILDREN ALLIANCE / ALLIANCE INTERNATIONALE SAVE THE CHILDREN

Apologised / Excusée

eNACSO (European NGO Alliance for Child Safety Online)

Mr Tiziano BLASI
Network Coordinator

Apologised / Excusé

MISSING CHILDREN EUROPE

Mr Francis HERBERT
Secretary General

* * * * *

COUNCIL OF EUROPE BODIES / ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS / COMITE DES MINISTRES

Ms Anica DJAMIĆ
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of Croatia to the Council of Europe
Thematic Co-ordinator on Children

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Ms Marlene RUPPRECHT
General Rapporteur on Children for the PACE

Apologised / Excusée

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE /
CONGRÈS DES POUVOIRS LOCAUX ET RÉGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Ms Dušica DAVIDOVIĆ
Member of the Current Affairs Committee

Apologised / Excusée

**GOVERNMENTAL COMMITTEE OF THE EUROPEAN SOCIAL CHARTER AND THE EUROPEAN
CODE OF SOCIAL SECURITY (T-SG) / COMITÉ GOUVERNEMENTAL DE LA CHARTE SOCIALE
EUROPÉENNE ET DU CODE EUROPÉEN DE SÉCURITÉ SOCIALE (T-SG)**

Mme Jacqueline MARECHAL
Présidente

**STEERING COMMITTEE FOR HUMAN RIGHTS / COMITÉ DIRECTEUR POUR LES DROITS DE
L'HOMME (CDDH)**

**No nomination / Pas de nomination

**EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS (CDPC) / COMITE EUROPEEN POUR LES
PROBLEMES CRIMINELS (CDPC)**

**No nomination / Pas de nomination

**EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL COOPERATION (CDCJ) / COMITÉ EUROPÉEN DE
COOPÉRATION JURIDIQUE (CDCJ)**

**No nomination / Pas de nomination

**EUROPEAN COMMITTEE FOR SOCIAL COHESION (CDCS) / COMITE EUROPEEN POUR LA
COHESION SOCIALE (CDCS)**

Ms Odete SEVERINO
Head of International Relations Unit
Strategic and Planning Office
Ministry of Solidarity and Social Security
Lisbon, Portugal

**CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFÉRENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE**

Ms Anna RURKA
Présidente d'EUROCEF (Comité européen d'action spécialisée pour l'enfant et la famille dans leur
milieu de vie)

* * * * *

**SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE /
SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire

**Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Commission des
questions sociales, de la santé et du développement durable**

Ms Maren LAMBRECHT-FEIGL
Secretary to the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Secrétaire de la
commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Ms Jannick DEVAUX
Chargée de Projet / Project Manager
Réseau contre la violence sexuelle à l'égard des enfants / Network to stop sexual violence against children

Apologised / Excusée

**Secretariat of the Congress of Local and Regional Authorities /
Secrétariat du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux**

Current Affairs Committee / Commission des questions d'actualité

Ms Joanne HUNTING
Co-secretary of the Committee / Co-secrétaire de la Commission

**Office of the Commissioner for Human Rights /
Bureau du Commissaire aux droits de l'homme**

Ms Françoise KEMPF
Adviser / Conseillère

Directorate General of Democracy / Direction générale de la Démocratie

**Directorate of Democratic Citizenship and Participation /
Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation**

Youth Department / Service de la Jeunesse

Ms Anna TRIGONA
Administrator / Administratrice

Apologised / Excusée

Ms Alexia BELLEMIN
Intern / Stagiaire

**Directorate of Democratic Governance, Culture and Diversity /
Direction de la gouvernance démocratique, de la culture et de la diversité**

**Secretariat to the European Committee for Social Cohesion / Secrétariat du Comité Européen
pour la Cohésion Sociale**

Mr Thorsten AFFLERBACH
Head of the Social Cohesion and Integration Division / Chef de la division de la Cohésion sociale et de l'intégration

**Directorate General of Human Rights and Rule of Law /
Direction Générale des droits de l'Homme et de l'Etat de droit**

Human Rights Directorate / Direction des droits de l'Homme

**Department of the European Social Charter and Social Security Code (ESC) /
Service de la Charte sociale européenne et du code européen de sécurité sociale (ESC)**

**Division III – Governmental Committee of the European Social Charter and of the European Code
of social security – other governmental activities / Comité gouvernemental de la Charte sociale
européenne et du Code européen de sécurité sociale – Autres activités gouvernementales**

Mr Karl-Friedrich BOPP
Head of Division / Chef de Division

**Information Society and Action against Crime Directorate /
Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité**

**Media, Information Society, Data Protection and Cybercrime Department /
Service des médias, de la société de l'information, de la protection des données
et de la cybercriminalité**

Data Protection and Cybercrime / Protection des données et cybercriminalité

Mr Alexander SEGER

Head of Division / Chef de Division

Justice and Human Dignity Directorate / Direction de la justice et de la dignité humaine

Ms Marja RUOTANEN

Director / Directrice

**Gender Equality and Human Dignity Department /
Service de la dignité humaine et de l'égalité entre les femmes et les hommes**

Children's Rights Division / Division des droits des enfants

Ms Regína JENSDÓTTIR

Head of Division, Executive Secretary of the Lanzarote Committee / Chef de Division, Secrétaire
exécutive du Comité de Lanzarote

Ms Gioia SCAPPUCCI

Secretary to the Lanzarote Committee / Secrétaire du Comité de Lanzarote

Ms Stéphanie BUREL

Programme officer / Responsable de programme

Ms Anna AMENDOLEA

Programme Adviser / Conseillère de programme

Ms Corinne CHRISTOPHEL

Assistant / Assistante

Ms Elin BENDER

Trainee / Stagiaire

Interpreters / Interprètes

Ms Elisabetta BASSU

Ms Rebecca BOWEN

Ms Katia DI STEFANO

Annexe III : Message du Conseil consultatif pour la jeunesse



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Advisory Council on Youth

Strasbourg, 21 March 2013

Advisory Council on Youth message to the 4th meeting of the Committee of the Parties to the Convention on the protection of children against sexual exploitation and sexual abuse

The Advisory Council on Youth would like to express its support to and interest in the work of the Lanzarote Committee in monitoring the implementation of the Convention on the protection of children against sexual exploitation and sexual abuse.

The exposure and vulnerability of children to sexual violence and exploitation has been rightly put on the agenda of the Council of Europe. The Advisory Council is looking forward to the results of the monitoring process, which is starting with the first thematic questionnaire focusing on “sexual abuse in the circle of trust”. The gathered information will provide important information on how the state parties approach the issue as well as how well the implementation of the Convention is proceeding. We believe that this data will also enrich the work of the Advisory Council. Children are a next generation of young people and their early experiences shape their future and the ways they choose to be involved in societies. We all need to be prepared to facilitate this process and protect our children and young people from harm and abuse.

The Advisory Council is interested in following the ONE in FIVE campaign, which is an excellent tool in combating sexual violence against children. The list of the groups targeted by the campaign is broad and with a big potential, especially national and local professionals and practitioners working with children, young people and their families, institutions and communities. We would also like to suggest, however, to further focus directly on children and youth in order to equip them with tools and empower them and raise awareness. Having said that, we highly appreciate the available materials, such as ‘The Underwear Rule’ or a children’s book, which hopefully will be available in even more languages soon.

We look forward to receiving information on the outcome of the meeting and continue to follow closely the monitoring process.

Wishing you fruitful and successful meeting.

On behalf of the Advisory Council on Youth,
Micah Grzywnowicz

Annexe IV : Sommaire de la première édition de la publication « La protection des enfants contre la violence sexuelle »

Table des matières

Préface

Maud de Boer-Buquicchio
Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe

Première partie : la violence sexuelle contre les enfants en Europe – état des lieux et cadres juridiques

1. Présentation de la nature et de l'ampleur de l'abus sexuel en Europe

Kevin Lalor et Rosaleen McElvaney

2. Le cadre juridique de l'ONU pour la protection des enfants contre la violence sexuelle, y compris les abus sexuels et l'exploitation

Marta Santos Pais

3. Les violences sexuelles à l'égard des enfants : le cadre législatif au niveau européen. Présentation des conventions du Conseil de l'Europe et de la politique de l'Union européenne

Eric Ruelle

Deuxième partie : Prévenir et documenter la violence sexuelle contre les enfants

4. La participation des enfants à la conception et à la mise en œuvre des projets de prévention des abus sexuels – Donner aux enfants les moyens d'intervenir

Jenny Pierce

5. Adapter la justice aux enfants, soutenir les enfants victimes de violence sexuelle

Bragi Guðbrandsson

6. Envers et contre tout – Comment parler des violences sexuelles ?

Elda Moreno

7. Les abus sexuels contre les enfants handicapés

Hilary Brown

8. La prévention et le signalement de la violence sexuelle contre les enfants – politiques et normes européennes en matière d'aide sociale à l'enfance

Idália Moniz

9. Des services d'assistance pour lutter contre la violence sexuelle à l'égard des enfants : sensibiliser sur la violence, orienter les enfants et signaler les cas

Marieke Noz

10. La formation professionnelle – Une stratégie incontournable pour éradiquer l'abus sexuel des enfants

Pepa Horno Goicoechea

11. Responsabilités et coordination des professionnels faces à l'abus sexuel d'enfant

Gorana Buljan Flander et Bruna Profaca

12. Apprendre aux enfants à se protéger contre l'abus sexuel

Gordana Hitrec

13. L'éducation sexuelle et la prévention de la violence sexuelle

Peter Gordon

14. La collecte de données sur la violence envers les enfants
Cinzia Grassi, Loredana Ceccacci and Anna Elisa D'Agostino

15. Eduquer à la citoyenneté et aux droits de l'homme pour prévenir la violence sexuelle contre les enfants
Roy Chourdaki

Troisième partie : La réadaptation et la réintégration sociale des enfants victimes d'abus, y compris des enfants auteurs d'abus

16. Les services de réadaptation pour les enfants victimes de violence sexuelle et pour leur famille – que proposer ?
Claire Cody

17. Enfants et adolescents auteurs d'abus sexuels – Pour une approche scientifique de la réhabilitation
Philip Jaffé

18. Les enfants et les jeunes au comportement sexuel dangereux – Qu'avons-nous appris et que devons-nous savoir pour intervenir efficacement ?
Vernon Jones

Quatrième partie : La violence sexuelle sur Internet

19. Le rôle d'Internet dans la violence sexuelle contre des enfants
John Carr

20. Sensibiliser pour combattre la violence sexuelle en ligne
Janice Richardson

Cinquième partie : Les partenariats public-privé pour éliminer la violence sexuelle à l'encontre des enfants

21. Mobiliser le secteur du voyage et du tourisme en faveur de la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle
Giorgio Berardi

22. Stop au trafic des mineurs à des fins sexuelles – Une campagne sans précédent de l'ECPAT et de The Body Shop
Patchareeboon Sakulpitakphon

Annexe

Sélection de conventions et de textes adoptés par le Conseil de l'Europe